

notoires d'entre eux, ou de condamner les crimes de la Shoah ou des génocides rwandais et arménien.

Dans ce contexte, peut-on comprendre autrement l'amnistie accordée en 1968 par le président De Gaulle à «toutes les personnes emprisonnées et/ou condamnées durant les "événements d'Algérie", y compris les sinistres membres de la non

En effet, pour les évènements liés à la guerre d'Algérie, la notion de crime contre l'humanité ne figure dans le code pénal que depuis le 1^{er} mars 1994 aux articles 211-1 et suivants. [...]. Il a été condamné pour apologie de crimes de guerre (amnistiés) et non pour... crimes contre l'humanité, imprescriptibles et relevant de la Cour pénale internationale ! Après la justice,

Pour revenir à la déclaration d'Alger du candidat Macron, on peut s'interroger sur les motifs politiques qui l'ont poussé à agir de la sorte tout en étant conscient du tollé politique qu'elle pouvait provoquer, notamment chez les inconsolables de l'Algérie française et du «risque électoral» prévisible, notamment au sein de la communauté française expatriée d'Algérie regroupée dans de nombreuses associations dont la plus connue est le Recours. D'ailleurs, une de ces associations, le «Cercle algérianiste national», a déposé une plainte contre Macron pour «injure».

moins sinistre OAS ? Et quel sens donner au commentaire d'arrêt de la chambre criminelle de la cour de cassation en date du 17 juin 2003 ayant "trait aux actes de tortures et aux exécutions qui ont eu lieu en Algérie de 1955 à 1957 sur la population civile et notamment par le général Aussaresses qui était alors officier des renseignements de l'armée française"» ?⁽¹¹⁾.

Pour rappel, ce tortionnaire avait publié le 3 mai 2001 un livre dans lequel il avait «révélé avoir pratiqué ou ordonné de pratiquer sur la population civile des tortures et exécutions sommaires».

A la suite de quoi, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié des peuples avait porté plainte et s'était constitué partie civile «contre personne non dénommée pour crime contre l'humanité».

A la question de «déterminer sous quelles conditions les faits commis en Algérie sont susceptibles de revêtir la qualification pénale de crime contre l'humanité», le juge conclut que «..., l'article 212-1 du code pénal qui définit le crime contre l'humanité n'a été introduit dans la législation interne que le 1^{er} mars 1994, de sorte que cette incrimination ne peut s'appliquer à des faits commis antérieurement.

intervient le politique».

C'est ainsi que le président Chirac a interdit au tortionnaire Aussaresses de continuer à arborer les insignes de commandeur de la Légion d'honneur.

Pour revenir à la déclaration d'Alger du candidat Macron, on peut s'interroger sur les motifs politiques qui l'ont poussé à agir de la sorte tout en étant conscient du tollé politique qu'elle pouvait provoquer, notamment chez les inconsolables de l'Algérie française et du «risque électoral» prévisible, notamment au sein de la communauté française expatriée d'Algérie regroupée dans de nombreuses associations dont la plus connue est le Recours.

D'ailleurs, une de ces associations, le «Cercle algérianiste national», a déposé une plainte contre Macron pour «injure».

Vraisemblablement, ses conseillers lui auraient rappelé la force de pression électorale de cette communauté et surtout les capacités de nuisance de ses organisations et insisté pour qu'il s'adresse à elle en termes élogieux mais sans se renier. C'est le sens de ses propos émis lors d'un «meeting à Toulon, où il a été accueilli par des manifestants pieds-noirs pour lui réclamer des excuses, et auxquels il a

répondu : "Je ne vais pas retirer mes propos, m'excuser, ou faire moi-même de la repentance". (...) Je sais que j'ai blessé (...) (et) je suis désolé de vous avoir blessés, de vous avoir offensés, de vous avoir fait du mal. (...) Pardon pour les passionnés, pardon de vous avoir fait mal, parce que ça n'est pas ce que je voulais.»

Il a ajouté par ailleurs : «Il faut avoir le courage de dire la vérité, dire que la colonisation a entraîné la négation du peuple algérien.»

A ce meeting, Macron a joué sur la nuance et, aux «crimes contre l'humanité», il a préféré le concept de «crime contre l'humain»⁽¹²⁾.

Cette communauté composée majoritairement de pieds-noirs constitue un potentiel électoral non négligeable. Un sondage de l'Ifop en mars 2014 intitulé «Le vote pied-noir : mythe ou réalité ?» fait ressortir que «parmi la population française inscrite sur les listes électorales, on recenserait actuellement 1,8% de personnes se définissant pieds-noirs.

Mais élargie aux personnes revendiquant une ascendance pied-noir, c'est-à-dire déclarant avoir au moins un parent ou un grand parent pied-noir, la "communauté" représente cette fois 7% de la population française figurant sur les listes électorales, soit 3,1 millions de votants poten-

tiels aux élections municipales»⁽¹³⁾. Ce qui n'est pas négligeable et Macron a fini par s'en rendre compte.

blie en France est actuellement évaluée entre 4 et 4,5 millions d'âmes dont environ 1,8 million d'électeurs potentiels⁽¹⁴⁾. Elle est relativement bien intégrée dans sa catégorie de diplômés universitaires et de cadres qui occupent d'importantes fonctions économiques, scientifiques, sociales et politiques qui lui permettent de se défaire de l'image traditionnelle du travailleur illettré et confiné aux tâches manuelles que véhiculaient leurs parents.

Mais, majoritairement peu formée et peu qualifiée, avec une implantation axée sur les régions et zones urbaines défavorisées, elle est exposée à la marginalisation qui pousse certains de ses membres, les plus jeunes et plus vulnérables, vers l'extrémisme.

Tout de même, elle demeure un vivier électoral avec lequel les politiques doivent composer et Macron, comme d'autres, l'a compris. Il espérait sans doute, qu'à travers son «pèlerinage» à Alger, son image de marque et ses chances de séduire cette communauté n'en seraient que renforcées.

Par ailleurs, si l'attitude de Macron était destinée à rassurer Alger quant à sa vision des relations algéro-françaises, s'il était élu président en mai prochain, elle reste celle d'un candidat à la présidence française et non celle d'un chef d'Etat. Aussi courageuse soit-elle, elle reste liée

Mais dans l'équation électorale française, il n'y a pas que la communauté des rapatriés. Il y a aussi la communauté de Français d'origine algérienne (binationaux) qui est courtisée par les candidats à l'élection présidentielle. Selon diverses sources, la communauté binationale établie en France est actuellement évaluée entre 4 et 4,5 millions d'âmes dont environ 1,8 million d'électeurs potentiels(14).

Mais dans l'équation électorale française, il n'y a pas que la communauté des rapatriés. Il y a aussi la communauté de Français d'origine algérienne (binationaux) qui est courtisée par les candidats à l'élection présidentielle. Selon diverses sources, la communauté binationale éta-

tiels aux élections municipales»⁽¹³⁾. Ce qui n'est pas négligeable et Macron a fini par s'en rendre compte.

à une campagne électorale et n'engage pas la France officielle. Mais cela n'explique cependant pas l'apparent antagonisme entre la qualité de l'accueil qui lui a été réservé et la quasi-indifférence des autorités algériennes quant à la suite à donner à sa déclaration.

M. Z.
(A suivre)

WEB-GRAPHIE 1

1-2-http://www.tsa-algerie.com/20170216/colonisation-emmanuel-macron-lache-bombe/
3- http://www.tsa-algerie.com/20161123/france-emmanuel-macron-evoque-effets-positifs-de-colonisation-de-lalgerie/
4-http://www.tsa-algerie.com/20170213/presidentielles-francaises-alger-passage-oblige-mais-risque-pour-les-candidats

5-http://www.lexpress.fr/actualite/politique/hollande-en-algerie-a-setif-la-france-a-manque-a-ses-valeurs-universelles_1201455.html
6- http://www.lemonde.fr/international/article/2015/06/16/la-visite-de-francois-hollande-a-alger-dominee-par-le-terrorisme_4654726_3210.html#oadpfuvguu8GWq01.99
7-http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2017/02/16/31001/20170216ARTFIG00141-la-colonisation-crime-contre-l-humanite-l-histoire-e-prise-en-otage-php

http://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/2017/02/19/35003-20170219ARTFIG00070colonisation-lui-president-hamon-pourrait-presente-des-excuses-a-l-algerie.php
8-9-13-26-http://www.tsa-algerie.com/20170216/declarations-de-macron-colonisation-reactions-algerie/La colonisation de l'Algérie au cœur de la campagne présidentielle française
10-http://www.lexpress.fr/actualite/politique/elections/macron-et-la-colonisation-le-mot-

vraiment-sensible-aurait-ete-genocide_1880028.html
11-https://www.doc-du-juriste.com/droit-prive-et-contrat/droit-penal/commentaire-d-arret/chambre-criminelle-cour-cassation-17-juin-2003-faits-commis-armee-456525.html
12- http://www.tsa-algerie.com/20170219/france-macron-maintient-propos-colonisation-demande-pardon
14-20-http://www.elmoudjahid.com/fr/actualites/95695